



PREFET DES ALPES MARITIMES

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Nice, le 11 janvier 2017

Madame la Directrice de la DREAL PACA

à

Monsieur le PREFET des Alpes-Maritimes

A l'attention de M. le Secrétaire Général

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
Pour présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques
Sanitaires et Technologiques (CODERST)

Objet : SMED (Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets) – Déchetterie de Peymeinade – lieu-dit
« Picourenc » – Peymeinade
- Inspection documentaire du 06/01/2017

Ref : - Bordereau préfectoral du 18/03/2013 et du 29/01/2015
- Courrier de compléments du SMED référencé 131926/JMD/CM/IC/VH du 11 septembre 2015

P.J. : Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC)

1. Contexte

Les services de la direction départementale de la protection des populations ont sollicité notre avis sur une demande de bénéfice des droits acquis formulée le 6/03/2013 auprès de Monsieur le Préfet par le SIVADES puis le 31/08/2015 par le SMED.

En effet par récépissé du 10/07/2014, M. Le Préfet donnait acte du changement d'exploitant (SIVADES → SMED).

2. Situation administrative de l'établissement

Le SMED exploite une installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial et un broyeur à végétaux. Le récépissé de déclaration n°12122 du 05/09/2002 prévoit que les installations sont rangées sous les rubriques 2710-2 (déchetterie) et 2260-2 (broyage de végétaux) sous le régime de la déclaration.

3. Constat de l'inspection

Dans le cadre des dispositions de l'article L.513-1 du code de l'environnement et suite au décret n°2012-384 du 20/03/2012 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le SIVADES, devenu SMED au cours de la procédure, a demandé à M. le Préfet, par courrier en date du 6/03/2013, le bénéfice des droits acquis pour ses installations de la déchetterie de Peymeinade

Par son courrier référencé MV/KV/2015.84 du 25/08/2015, l'inspection avait demandé des compléments au SMED notamment :

- la liste exhaustive des déchets réceptionnés/ acceptés sur le site,
- la quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation,
- le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

Le 31/08/2015, le SMED nous envoie les compléments demandés.

Ainsi, les quantités et les volumes maximum de déchets dangereux/ non dangereux (DND) susceptibles d'être présents au sein de l'installation au titre des rubriques n° 2710-1 et 2710-2 sont les suivantes :

◇ DECHETS NON DANGEREUX (rubrique 2710-2)

Typologie de déchet	Volume (m ³)	Quantité (tonnes)
Encombrants	60	5,4
Ferrailles	40	3,36
Déchets verts	60	10
Bois	30	3,9
Gravats propres	12	4
Gravats sales	27	10
Cartons	20	2,8
Pneus	20	1,72
Verre plat	12	1,35
Bennes tampon pour DND	42	4
DEEE GEM	30	1,2
PAM/Ecrans	8	4,35
TOTAL déchets non dangereux	366	54,86

◇ DECHETS DANGEREUX (rubrique 2710-1)

Typologie de déchet	Volume (m ³)	Quantité (tonnes)
Déchets dangereux des ménages	3,72	0,77
Peintures	10	1,7
Huiles minérales	1	0,95
Huiles alimentaires	1	0,92
Batteries	0,6	0,7
Piles	0,44	0,3
Néons	1,52	0,2
Ampoules	0,96	0,16
Bidons souillés	20	0,96
Bouteilles de gaz / extincteur	1	0,4
Cartouches d'encre	0,2	0,2
TOTAL déchets dangereux	40,44	8,34

4. Analyse de l'inspection des installations classées

Il ressort des éléments développés ci-dessus que :

- le SMED dispose d'une capacité maximale d'entreposage de déchets dangereux de 8,34 tonnes, ainsi l'installation devient soumise à Autorisation au titre de la rubrique 2710-1-a) ;
- le SMED dispose d'une capacité maximale d'entreposage de déchets non dangereux de 366 m³, ainsi l'installation devient soumise à Enregistrement au titre de la rubrique 2710-2-b).

Les dispositions applicables aux installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial classées sous la rubrique 2710 sont désormais :

- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Cet arrêté ministériel est applicable de plein droit.

5. Conclusions et propositions de l'inspection des installations classées

Il ressort des éléments développés précédemment que la déclaration de bénéfice des droits acquis formulée par le SMED est recevable pour les installations de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur. Ces activités sont respectivement classées selon la rubrique ICPE n° 2710-1-a sous le régime de l'autorisation et la rubrique ICPE n° 2710-2-b sous le régime de l'enregistrement.

Dans la mesure où les prescriptions techniques et réglementaires définies au niveau national par arrêtés ministériels et opposables aux exploitants de ce type d'installations ont évolué de façon significative depuis la délivrance du récépissé de déclaration du 5/09/2002, il nous apparaît nécessaire de fixer des prescriptions additionnelles afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Nous proposons par conséquent à Monsieur le Préfet de prendre, après avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) et en l'application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. Un projet d'arrêté préfectoral (annexe 1) est joint à cet effet. Ce projet est issu d'un premier échange contradictoire avec l'exploitant (notre envoi du 11 janvier 2017).

Le préfet des Alpes-Maritimes

- Vu** le code de l'environnement, livre V, titre I et notamment son article L.511-1 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le récépissé de déclaration n° 12122 du 05 septembre 2002 autorisant le Syndicat Intercommunal pour la Valorisation des Déchets du secteur de Cannes-Grasse à exercer ses activités sur son site de Peymeinade au lieu-dit « Picourenc »;
- Vu** le récépissé du 10/07/2014 actant le changement d'exploitant au Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets (SMED) pour le site de Peymeinade ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées référencé Nice-Sub5/KV/2017.002 du 11 janvier 2017 ;
- Vu** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en sa séance du XX/XX/2017.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes

ARRETE

Article 1^{er}

Le Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets (SMED) dont le siège est situé à CVO – Azuréo ZI 1ère avenue - 7 000 mètres - 06510 Le Broc ci-après dénommée « l'exploitant », se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation des installations situées à Peymeinade, lieu-dit « Picourenc ».

Article 2 :

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est désormais celle-ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'activité			Capacité maximale de l'installation autorisée	Classement (*)																																										
2710	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux :</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant</p> <p>a) Supérieur ou égal à 7 tonnes</p>	<table><tr><th>Typologie de déchet</th><th>Volume (m³)</th><th>Quantité (tonnes)</th></tr><tr><td>Déchets dangereux des ménages</td><td>3,72</td><td>0,77</td></tr><tr><td>Peintures</td><td>10</td><td>1,7</td></tr><tr><td>Huiles minérales</td><td>1</td><td>0,95</td></tr><tr><td>Huiles alimentaires</td><td>1</td><td>0,92</td></tr><tr><td>Batteries</td><td>0,6</td><td>0,7</td></tr><tr><td>Piles</td><td>0,44</td><td>0,3</td></tr><tr><td>Néons</td><td>1,52</td><td>0,2</td></tr><tr><td>Ampoules</td><td>0,96</td><td>0,16</td></tr><tr><td>Bidons souillés</td><td>20</td><td>0,96</td></tr><tr><td>Bouteilles de gaz / extincteur</td><td>1</td><td>0,4</td></tr><tr><td>Cartouches d'encre</td><td>0,2</td><td>0,2</td></tr><tr><td>TOTAL déchets dangereux</td><td>40,44</td><td>8,34</td></tr></table>			Typologie de déchet	Volume (m³)	Quantité (tonnes)	Déchets dangereux des ménages	3,72	0,77	Peintures	10	1,7	Huiles minérales	1	0,95	Huiles alimentaires	1	0,92	Batteries	0,6	0,7	Piles	0,44	0,3	Néons	1,52	0,2	Ampoules	0,96	0,16	Bidons souillés	20	0,96	Bouteilles de gaz / extincteur	1	0,4	Cartouches d'encre	0,2	0,2	TOTAL déchets dangereux	40,44	8,34	8,34 T	A			
Typologie de déchet	Volume (m³)	Quantité (tonnes)																																														
Déchets dangereux des ménages	3,72	0,77																																														
Peintures	10	1,7																																														
Huiles minérales	1	0,95																																														
Huiles alimentaires	1	0,92																																														
Batteries	0,6	0,7																																														
Piles	0,44	0,3																																														
Néons	1,52	0,2																																														
Ampoules	0,96	0,16																																														
Bidons souillés	20	0,96																																														
Bouteilles de gaz / extincteur	1	0,4																																														
Cartouches d'encre	0,2	0,2																																														
TOTAL déchets dangereux	40,44	8,34																																														
2710	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux :</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant</p> <p>b) Supérieur ou égal à 300 m³ et inférieur à 600 m³</p>	<table><tr><th>Typologie de déchet</th><th>Volume (m³)</th><th>Quantité (tonnes)</th></tr><tr><td>Encombrants</td><td>60</td><td>5,4</td></tr><tr><td>Ferrailles</td><td>40</td><td>3,36</td></tr><tr><td>Déchets verts</td><td>60</td><td>10</td></tr><tr><td>Bois</td><td>30</td><td>3,9</td></tr><tr><td>Gravats propres</td><td>12</td><td>4</td></tr><tr><td>Gravats sales</td><td>27</td><td>10</td></tr><tr><td>Cartons</td><td>20</td><td>2,8</td></tr><tr><td>Pneus</td><td>20</td><td>1,72</td></tr><tr><td>Verre plat</td><td>12</td><td>1,35</td></tr><tr><td>Bennes tampon pour DND</td><td>42</td><td>4</td></tr><tr><td>DEEE GEM</td><td>30</td><td>1,2</td></tr><tr><td>PAM/Ecrans</td><td>8</td><td>4,35</td></tr><tr><td>TOTAL déchets non dangereux</td><td>366</td><td>54,86</td></tr></table>			Typologie de déchet	Volume (m³)	Quantité (tonnes)	Encombrants	60	5,4	Ferrailles	40	3,36	Déchets verts	60	10	Bois	30	3,9	Gravats propres	12	4	Gravats sales	27	10	Cartons	20	2,8	Pneus	20	1,72	Verre plat	12	1,35	Bennes tampon pour DND	42	4	DEEE GEM	30	1,2	PAM/Ecrans	8	4,35	TOTAL déchets non dangereux	366	54,86	366 m³	E
Typologie de déchet	Volume (m³)	Quantité (tonnes)																																														
Encombrants	60	5,4																																														
Ferrailles	40	3,36																																														
Déchets verts	60	10																																														
Bois	30	3,9																																														
Gravats propres	12	4																																														
Gravats sales	27	10																																														
Cartons	20	2,8																																														
Pneus	20	1,72																																														
Verre plat	12	1,35																																														
Bennes tampon pour DND	42	4																																														
DEEE GEM	30	1,2																																														
PAM/Ecrans	8	4,35																																														
TOTAL déchets non dangereux	366	54,86																																														

(*) A : Autorisation ; E : Enregistrement

Article 3 : Prescriptions particulières applicables aux Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ce déchets

Les dispositions de l'arrêté du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables à l'installation mentionnée à l'article 2 du présent arrêté relevant de la rubrique n° 2710-2.b.

Un spécimen de l'arrêté ministériel est joint en annexe au présent arrêté, sans préjudice de sa modification ultérieure éventuelle.

Article 4 : Prescriptions particulières applicables aux Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ce déchets

Article 4.1 : Dispositions générales

4.1.1. Conformité de l'installation

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints au dossier de déclaration initial, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

4.1.2. Modifications

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation

S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

4.1.3. Dossier installation classée

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les actes préfectoraux et les prescriptions générales applicables à l'installation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;
- les résultats des dernières mesures sur le bruit ;
- les documents prévus aux points 4.1.2, 4.3.5, 4.3.6, 4.4.2, 4.5.3, 4.7.6 et 4.8.4.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

4.1.4. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

4.1.5. Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

4.1.6. Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant doit en informer le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées conformément aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4.2 : Implantation – Aménagement

4.2.1. Interdiction d'habitations au-dessus des installations

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux établissements recevant du public de type M de 1re, 2e, 3e et 4e catégories au sens de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation.

4.2.2. Locaux d'entreposage

Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.

Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

I. Réaction au feu

Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites au minimum en matériaux A2 s2 d0.
Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).

II. Résistance au feu

Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est à minima R. 15 ;
- les murs séparatifs entre le local, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d'au moins 6 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

III. Toitures et couvertures de toiture

Les toitures et couvertures de toiture répondent au minimum à la classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2).

4.2.3. Accessibilité

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie engins. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manoeuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manoeuvre aisée de tous les véhicules autorisés.

4.2.4. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

4.2.5. Installations électriques

Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail.

4.2.6. Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

4.2.7. Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Article 4.3 : Exploitation - Entretien

4.3.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés dans l'installation.

4.3.2. Contrôle de l'accès

En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation.

4.3.3. Propreté

Les locaux et les différentes aires doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

4.3.4. Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

4.3.5. Formations

L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.

L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :

- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier : les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;
- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;
- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;
- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;
- les déchets et les filières de gestion des déchets ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- une formation de base sur le transport des marchandises dangereuses par route (règlement ADR) ; les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.

Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu au point 4.1.3.

Article 4.4 : Risques

4.4.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

4.4.2. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

4.4.3. Matériel électrique de sécurité

Dans les locaux d'entreposage de déchets dangereux visés au point 4.2.2 de la présente annexe, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

4.4.4. Interdiction des feux

Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets dangereux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.

4.4.5. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets dangereux ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

4.4.6. Prévention des chutes et collisions

Les piétons circulent de manière sécurisée entre les zones de dépôts de déchets.

Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.

Article 4.5 : Eau

4.5.1. Prélèvements

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif antiretour.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

4.5.2. Réseau de collecte

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.

Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.

4.5.3. Valeurs limites de rejet

Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :

- a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :
 - pH (NFT 90-008) : 5,5-8,5 ;
 - température : < 30 °C.
- b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :
 - matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/l ;
 - DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : 2 000 mg/l ;
 - DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : 800 mg/l.
- c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :
 - matières en suspension (NFT 90-105) : 100 mg/l ;
 - DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : 300 mg/l ;
 - DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : 100 mg/l.
- d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

4.5.4. Interdiction des rejets en nappe

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

4.5.5. Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues à l'article 4.7 ci-après.

4.5.6. Epandage

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.

Article 4.6 : Air - Odeurs

4.6.1. Prévention

L'exploitant prend des dispositions pour empêcher la formation de poussières et d'odeurs.

Article 4.7 : Déchets

4.7.1. Admission des déchets

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation et sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé au déposant, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.

4.7.2. Réception des déchets

A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.

Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.

4.7.3. Local de stockage

Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).

Le stockage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, ainsi que les délais d'enlèvement de ces déchets, doit être réalisé conformément à l'arrêté du 7 septembre 1999 modifié susvisé. Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en oeuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.

Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.

4.7.4. Stockage des huiles

Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.

Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.

Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.

Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.

4.7.5. Déchets sortants

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations ou agréments nécessaires.

a) Registre de déchets sortants

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule.

b) Préparation au transport. - Etiquetage

Le cas échéant, les déchets évacués sont emballés conformément à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, en respectant les dispositions de l'ADR. Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractère lisible :

- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

4.7.6. Transports - Traçabilité

L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuse par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargé du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.

L'expédition de déchet dangereux respecte la réglementation aux circuits de traitement des déchets, notamment l'article R. 541-43 du code de l'environnement.

4.7.7. Déchets produits par l'installation

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.

Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

4.7.8. Brûlage

Le brûlage de déchets est interdit.

Article 4.8 : Bruit et vibrations

4.8.1. Valeurs limites de bruit

Au sens du présent arrêté, on appelle :

Emergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;

Zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;

- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidoienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

4.8.2. Véhicules - Engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut parleurs, etc.) gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4.8.3. Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

4.8.4. Mesure de bruit

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Article 4.9 : Remise en état en fin d'exploitation

4.9.1. Elimination des produits dangereux en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

4.9.2. Traitement des cuves

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Les cuves ou contenants - corps creux- enterrés totalement ou partiellement sont extraits du sols, le fond de fouille est examiné pour recherche de polluants, curés en cas de besoin. La fouille est ensuite comblée avec des matériaux naturels ou artificiels inertes.

Article 5 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.